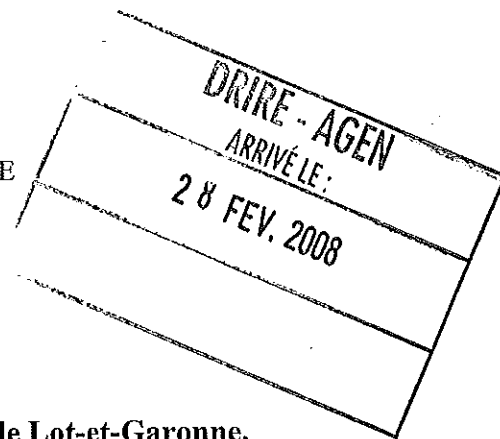




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LOT-ET-GARONNE



DIRECTION DES POLITIQUES DE L'ETAT

Bureau de l'environnement et du développement Durable
Réfer : RCSUCCES FINNFOREST FRANCE SAS

Le Préfet de Lot-et-Garonne,

Vu le Code de l'Environnement, Titre 1^{er} du Livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76.663 susvisée,

Vu le décret n° 53.577 du 20 mai 1953 modifié contenant la nomenclature des installations classées,

Vu le décret n° 2001-899 du 1^{er} octobre 2001 supprimant l'obligation de certifier conforme les documents administratifs,

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-35-1 délivré le 4 février 2002 à la SA GILLET TECHNOLOGIES pour l'exploitation d'une usine de fabrication de parquets et lambris en pin des Landes sise 68, avenue Carcin sur le territoire de la commune de CASTELJALOUX,

Vu le courrier du 2 janvier 2008 par lequel la FINNFOREST FRANCE SAS Site GILLET déclare avoir repris les activités précédemment exercées par la SA GILLET TECHNOLOGIES sise 68, avenue Carcin sur le territoire de la commune de CASTELJALOUX,

DONNE RECEPISSE :

A la FINNFOREST FRANCE SAS – Site GILLET au terme de laquelle celle-ci déclare avoir repris les activités précédemment exercées par la SA GILLET TECHNOLOGIES sise 68, avenue Carcin sur le territoire de la commune de CASTELJALOUX.

LUI RAPPELLE

Les dispositions ci-après prévues par la loi et le décret susvisés :

- toute extension, tout transfert sur un autre emplacement ou toute modification apportée par l'exploitant à une installation classée, dans son mode d'exploitation ou dans son voisinage, doit faire l'objet du dépôt d'un nouveau dossier.

- tout accident ou tout incident survenu du fait du fonctionnement de l'établissement, de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 (c'est-à-dire : la commodité du voisinage, la santé, la salubrité et la sécurité publiques, l'agriculture, la protection de l'environnement ou la conservation des sites et des monuments), doit être déclaré sans délai à l'inspection des installations classées.
- le changement d'exploitant d'une installation classée doit être déclaré au préfet, par le nouvel exploitant, dans le mois qui suit la prise en charge de l'installation.
- en cas de cessation d'activité, l'exploitant devra remettre le site sur lequel elle s'exerçait dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976.

Agen, le 28 FEV. 2008

Pour le Préfet,
La Directrice,



Simone AVRIL-PETIT